

*La **Société civile des auteurs multimedia** rassemble réalisateurs, auteurs d'entretiens et de commentaires, écrivains, traducteurs, journalistes, vidéastes, photographes et dessinateurs. Ces créateurs font la richesse documentaire de la radiophonie, de l'audiovisuel et des nouveaux médias. La Scam les représente auprès du législateur, des producteurs et des diffuseurs. Elle discute, collecte et répartit leurs droits patrimoniaux, affirme leur droit moral et négocie leurs intérêts futurs. La Scam est au 5, avenue Vélasquez. F-75008 Paris. Téléphone **01 56 69 58 58** Fax 01 56 69 58 59 www.scam.fr

Scam*

Communiqué

Paris, le 5 janvier 2008

France télévisions, Ni pub, ni argent ! Et soumise ?

Ainsi donc France Télévisions vit sa première soirée sans publicité. Cette mesure, annoncée par le Président de la République il y a un an et souhaitée par la Scam depuis plus de 20 ans, entre « enfin » en application.

Si la Scam acquiesce sur le principe qui devrait mettre fin à la marchandisation d'un espace public et des esprits, elle continue à s'inquiéter sur les moyens financiers dont va disposer France Télévisions.

En refusant d'augmenter la redevance audiovisuelle, le monde politique refuse de dire aux Français le coût d'une télévision de qualité. La Scam se réjouit que France Télévisions passe d'une télévision de la demande à une télévision de l'offre et espère que les équipes en place qui ont œuvré depuis tant d'années au succès de la télévision de la demande sauront œuvrer avec autant de talent pour une télévision de l'offre.

Que France Télévisions, désormais libérée de la contrainte publicitaire, travaille avec les auteurs et les producteurs à une télévision plus imaginative, plus audacieuse, plus citoyenne et redevenue une télévision au service du public.

Par ailleurs, alors que le débat va maintenant s'ouvrir au Sénat, **la Scam marque sa désapprobation quant à la nomination des dirigeants de France télévisions et Radio France par le pouvoir exécutif. Si cette mesure entend mettre fin à une hypocrisie, elle ne met pas fin à un vice, celui de TOUS les pouvoirs de vouloir contrôler les médias. La représentation parlementaire s'honorerait de renforcer l'indépendance de la nomination des dirigeants de l'audiovisuel public.**